

ARRÊTÉ 2023 - DCAT-BEPE- *126* du - 2 JUIN 2023

**mettant en demeure la société Metex Noovista de respecter les dispositions
des articles 4.4.9 et 10.3.3.3 de l'arrêté préfectoral n° 2018-DCAT-BEPE-295
du 10 décembre 2018 modifié pour ses installations
sises sur le territoire de la commune de Saint-Avold**

Le préfet de la Moselle
Officier de la légion d'honneur
Officier de l'ordre national du mérite

Vu le code de l'environnement ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation des services de l'Etat dans les régions et les départements ;

Vu le décret du 29 juillet 2020 portant nomination de M. Laurent Touvet, préfet de la Moselle ;

Vu l'arrêté DCL n° 2023-A-05 du 6 février 2023 portant délégation de signature de M. Richard Smith, secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2018-DCAT-BEPE-295 du 10 décembre 2018 modifié portant autorisation environnementale relative à l'exploitation par la société Afyren Neoxy d'une unité de production d'acides carboxyliques biosourcés sur le site de la plateforme de Carling/Saint-Avold ;

Vu le rapport du 9 mai 2023 de la direction de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargée de l'inspection des installations classées ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure, porté à la connaissance de l'exploitant le 22 mai 2023 ;

Vu l'absence d'observations de l'exploitant sur ce projet de mise en demeure ;

Considérant que l'autosurveillance des rejets aqueux de janvier, février et mars 2023 met en évidence des dépassements récurrents de certaines valeurs limites d'émission autorisées en concentration ;

Considérant que plus de 10 % des séries des résultats des mesures d'auto-surveillance permanente (au moins journalière) de janvier à mars 2023 dépasse les valeurs limites d'émission en concentration pour la DCO et qu'un résultat est supérieur au double de la VLE en concentration sur le mois de mars ;

Considérant que 1 des 3 dépassements observés en mars 2023 pour l'azote global est supérieur au double de la valeur limite d'émission en concentration ;

Considérant que l'article 10.3.3.1 dispose notamment: « Dans le cadre d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), sauf disposition contraire, 10 % de la

série des résultats des mesures pour les concentrations peuvent dépasser les valeurs limites prescrites sans toutefois dépasser le double de ces valeurs » ;

Considérant les valeurs limites d'émission fixées à l'article 4.4.9 de l'arrêté préfectoral n° 2018-DCAT-BEPE-295 du 10 décembre 2018 modifié susvisé ;

Considérant que les concentrations en DCO et Azote global mesurées le 31 mars 2023 (dernier résultat transmis) dépassent la valeur limite d'émission en concentration pour ces paramètres ;

Considérant par conséquent que certaines dispositions de l'article 4.4.9 de l'arrêté préfectoral n° 2018-DCAT-BEPE-295 du 10 décembre 2018 modifié susvisé ne sont pas respectées ;

Considérant également que l'exploitant n'a pas transmis le rapport de synthèse des résultats de la surveillance demandé par l'inspection des installations classées suite à la visite du 22 septembre 2023 sous 3 mois ;

Considérant par conséquent que certaines dispositions de l'article 10.3.3.3 de l'arrêté préfectoral n° 2018-DCAT-BEPE-295 du 10 décembre 2018 modifié susvisé ne sont pas respectées ;

Considérant que ces manquements sont de nature à engendrer des risques pour les intérêts visés à l'article L. 511.1 du code de l'environnement ;

Considérant les dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement: « *Indépendamment des poursuites pénales qui peuvent être exercées, en cas d'inobservation des prescriptions applicables en vertu du présent code aux installations, ouvrages, travaux, aménagements, opérations, objets, dispositifs et activités, l'autorité administrative compétente met en demeure la personne à laquelle incombe l'obligation d'y satisfaire dans un délai qu'elle détermine.* »,

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Moselle ;

A R R E T E

Article 1^{er}

La société Metex Noovista, dont le siège social est situé Biopôle Clermont-Limagne 1 rue Émile Duclaux, 63360 Saint-Beauzire, est mise en demeure de respecter **dans un délai de 1 mois** à compter de la notification du présent arrêté, pour son site situé au sein de la plateforme chimique de Carling/Saint-Avoid :

- les dispositions de l'article 4.4.9 de l'arrêté préfectoral n° 2018-DCAT-BEPE-295 du 10 décembre 2018 modifié susmentionné susvisé reprises ci-après :

" Les effluents aqueux en sortie de la station de traitement du site respectent les valeurs limites suivantes :

<i>Paramètres</i>	<i>Code SANDRE</i>	<i>Concentration maximale (mg/l)</i>	<i>Flux maximal journalier (kg/j)</i>	<i>Moyenne mensuelle maximale des flux journaliers (kg/j)</i>
DCO	1314	125	-	-
Azote global	1551	25	-	-

[...]. "

- les dispositions de l'article 10.3.3.3 de l'arrêté préfectoral n° 2018-DCAT-BEPE-295 du 10 décembre 2018 modifié susmentionné susvisé reprises ci-après :

" L'exploitant fournit à l'Inspection des Installations Classées, dans un délai maximal de 18 mois à compter de la mise en service initiale des installations, un rapport de synthèse de la surveillance devant comprendre :

- un tableau récapitulatif des mesures sous une forme synthétique, comprenant pour chaque substance, sa concentration et son flux, pour chacune des mesures réalisées. Le tableau comprend également les concentrations minimale, maximale et moyenne mesurées sur les 3 échantillons, ainsi que les flux minimal, maximal et moyen calculés à partir des 3 mesures et les limites de quantification pour chaque mesure ;*
- l'ensemble des rapports d'analyses réalisées en application du présent article ;*
- dans le cas où l'exploitant a réalisé lui-même le prélèvement des échantillons, l'ensemble des éléments permettant d'attester de la traçabilité de ces opérations de prélèvement et de mesure de débit ;*
- des commentaires et explications sur les résultats obtenus et leurs éventuelles variations, en évaluant les origines possibles des substances rejetées, notamment au regard des activités industrielles exercées et des produits utilisés ;*
- des propositions dûment argumentées, le cas échéant, si l'exploitant souhaite demander une révision de l'Article 10.3.3. du présent arrêté. "*

Article 2 :

Faute pour l'exploitant de se conformer aux dispositions de la présente mise en demeure, il peut être fait applications, indépendamment des poursuites pénales encourues, des sanctions administratives prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

Article 3 :

Le secrétaire général de la préfecture de la Moselle, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement chargé de l'inspection des installations classées et tous agents de la force publique sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui est notifié à la société Metex Noovista.

Une copie est adressée à M. le sous-préfet de Forbach/Boulay-Moselle et au maire de Saint-Avold.

Pour le préfet et par délégation,
le secrétaire général,



Richard Smith

Délais et voies de recours

En vertu de l'article L 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

« Elle peut être déférée au tribunal administratif de Strasbourg dans un délai de deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée ».

Le recours peut également être déposé par voie dématérialisée via l'application « Télérecours citoyens » depuis le site <http://www.telerecours.fr/>.

